

APRÈS LE PUTSCH D'ALGER

Abattre le système militaire du régime

L'ATTITUDE résolue du contingent pendant le coup de force du 22 avril a surpris tous les observateurs, y compris les militants récemment libérés qui avaient encore à l'esprit l'apathie apparente de leurs camarades.

En définitive, il apparaît que le contingent a joué un rôle déterminant pour empêcher l'extension de la rébellion et la conduire à sa désagrégation rapide.

Toute la presse, excepté les journaux dont les sympathies allaient en cachette vers les insurgés, a publié de nombreux témoignages sur la résistance des appelés, résistance qui a revêtu les formes les plus diverses, de la passivité à l'incarcération des officiers félons.

Comme nous l'écrivit un jeune : « A Alger, dans les états-major, le contingent groupé parfois derrière ses officiers, parfois en rébellion contre eux, a presque partout cherché à saboter le travail exigé par les insurgés. Cela allait de la mauvaise volonté dans les transmissions au retranchement dans les casernes, des pneus crevés aux tracts et même à quelques désertions ».

Cette réaction a été si vive que Challe n'a pas hésité à hâter le départ des « quillards » et à démobiliser cinq classes.

Au delà d'anecdotes instructives, il convient pour les démocrates de tirer les leçons d'une situation sans précédent dans les annales de la guerre d'Algérie.

Le Système contre le contingent

Nous devons dès d'abord détruire un premier mythe. Qu'on ne s'y trompe pas, ce n'est pas la « conscience du devoir patriotique », son « devoir de soldat » qui a empêché le jeune soldat de se rallier aux insurgés, c'est sa conscience de citoyen, de jeune travailleur, son refus fondamental de cette guerre injuste et

inutile. Il a compris que cette situation tendait à l'opposer aux forces saines de la nation, et en définitive à l'opposer à son propre intérêt en sabotant son avenir.

Paradoxalement, le coup de force a montré clairement la situation aberrante du contingent. Pendant 28 mois, des centaines de milliers de jeunes sont soumis à l'emprise implacable d'une organisation totalitaire : « l'Algérie devenue champ de manœuvre, les écoles militaires transformées en universités fascistes, les colonels promus directeurs de conscience, les généraux en chefs politiques ». Cette action totalitaire, la réussite de l'entreprise factieuse aurait eu pour effet de l'étendre à toute la nation ; les dernières libertés disparaissaient ; tous les citoyens étaient alors sous la coupe des colonels du 5^e bureau (maintenant appelé, ô ironie, « problèmes humains ») et de leurs théories fascistes.

L'effondrement du putsch d'Alger suffit-il à écarter ce péril ? Nous ne le croyons pas. Quels que soient les mouvements de personnels (destitutions, mutations, nouvelles promotions), quelle que soit la répression judiciaire, les données du problème ne sont pas fondamentalement modifiées.

Demain, de jeunes recrues continueront à être intoxiquées dans les centres d'instruction et les E.O.R. Godard va être jugé, condamnera-t-on ses méthodes ? Challe et Zeller vont être jugés, condamnera-t-on le système qui leur a permis d'utiliser la jeunesse pour leur entreprise criminelle ? Qui peut assurer que demain les mêmes cours ne seront pas enseignés, les mêmes consignes données à tous les échelons de la hiérarchie ?

Voilà l'essentiel, si les exécutants sont sanctionnés, le système militaire demeure. Comment les mêmes causes ne produiraient-elles pas les mêmes effets à l'avenir !

Combattre avec le contingent impose donc une seule tactique : détruire le système actuel

et le remplacer par de nouveaux rapports Armée-Nation en redéfinissant la place du contingent dans l'Armée.

La Gauche et le - Système

La gauche — partis et syndicats — n'a pas toujours su voir le problème militaire dans sa totalité, elle s'est contentée le plus souvent de slogans, de mots d'ordre : campagne contre les 18 mois, « retrait du contingent », etc.. Si ces campagnes, malheureusement vaines, avaient leur utilité, elles n'allaient pas cependant au fond des choses. Face à la cohésion d'un système qui a sa propre logique, on a opposé des arguments sentimentaux ou moraux.

Il a fallu attendre ces derniers mois, sur l'initiative principalement de militants libérés du service militaire, pour que des contacts élémentaires soient noués entre les mouvements de jeunesse, les partis et leurs militants en Algérie. Aujourd'hui, il apparaît que cette voie doit être plus largement ouverte. Isolé, coupé de la gauche, intoxiqué par l'ambiance de la « guerre subversive », le contingent a dû trouver seul son propre chemin. Avec quelles difficultés, avec quel danger ! Il faut donc que ces contacts soient poursuivis, intensifiés, nourris. Et déjà les jeunes appelés remettent en cause dans leurs lettres le système ; ils forcent la gauche à serrer son analyse, à résoudre les problèmes fondamentaux de la réforme de l'Armée

Pour sa part, notre Parti, comme en témoigne le tract de novembre, avait compris qu'il devait soutenir le contingent dans sa solitude. Il commençait aussi à se soucier du système militaire. A cet égard, malheureusement, les quelques points du programme élaboré par le premier Congrès sont trop fragmentaires. Du moins marquent-ils une prise de conscience de l'importance de la question militaire. A l'occasion de la crise présente, cette doctrine va être approfondie et élargie ; souhaitons que le P.S.U. en ce domaine contribue au réveil de toute la gauche, dont les vues en cette matière ont été trop souvent irréalistes.

Soutenir le contingent

Tribune Socialiste a exposé la semaine der-

nière la nécessité de soutenir le contingent. A court terme, c'est là notre tâche primordiale. Chaque jour nos craintes se trouvent renforcées : il ne s'agit plus seulement de « voler sa victoire au contingent », mais de punir sa résistance à la dictature militaire. Punitives, brimades, mutations dans les unités les plus exposées (commandos de chasse) commencent à sanctionner les jeunes qui se sont signalés par leur énergie à défendre la légalité. Le gouvernement dénonce à mots couverts l'existence de cellules communistes ; c'est un prétexte commode pour légitimer cette nouvelle répression.

La Gauche ne doit pas laisser s'accomplir ce mauvais coup. Dans le cadre du Front Socialiste, des contacts ont été pris avec les syndicats pour que s'organise dans l'union la riposte. Plus que jamais, le contact doit être gardé avec le contingent. Parents, épouses, amis, doivent soutenir individuellement les jeunes appelés ; toutes les informations recueillies sur cette répression doivent être diffusées de façon que l'action collective puisse se développer.

Mais ces mesures de défense n'atteindront véritablement leur but que si la pression de l'opinion impose la reprise immédiate des négociations avec le G.P.R.A. La PAIX est l'unique moyen d'arrêter cette répression larvée. En outre, la fin de la guerre, en étant leur principal prétexte d'agitation aux factieux, assurera le respect des libertés ; elle permettra surtout de desserrer le carcan qui étouffe la jeunesse.

Réformer l'Armée

Toutefois, il serait erroné de croire que la réduction du service militaire, que nous devons exiger, et la fin du conflit algérien, suffiront à abattre le système militaire.

Sans une réorientation radicale du service militaire, un putsch demeure toujours possible, car le retour de l'armée en métropole ne modifiera pas nécessairement les mentalités et les structures. L'exemple de l'Indochine démontre que, malgré la paix, les cadres de carrière ont poursuivi l'organisation de leur système.

Il convient donc de ne pas se contenter d'un succès partiel, important certes, mais qui ne détruit pas le système générateur de complots fascistes.

Notre travail le plus urgent est donc de préparer la définition de nouveaux rapports

entre l'Armée et la Nation.

L'Armée est au service de la Nation, la démocratie réclame qu'elle soit uniquement sous le contrôle du peuple. Il y a quarante ans, Jaurès avait entrepris cette définition de nouveaux rapports entre l'Armée et le Peuple, qui détient seul tout pouvoir. Evidemment, l'évolution des sociétés, la modification des rapports de force ne permettent plus de reprendre toutes les conclusions de Jaurès, mais c'est à un semblable effort que nous sommes conviés aujourd'hui.

Il s'agit dès maintenant de préparer les conditions de liberté du jeune appelé sous les drapeaux.

Il faut prévoir une profonde réforme des Centres d'instruction et des écoles militaires, et

d'abord l'abolition de programmes d'instruction dont on vient d'apercevoir la nocivité.

Puisse le coup de force fasciste du 22 avril avoir ouvert les yeux à la gauche française sur un problème fondamental, qu'elle tendait trop à ignorer. Tant que subsistera le système militaire actuel, nos libertés demeurent en péril, qu'on ne l'oublie pas.

Il est urgent d'abolir ce système néfaste et de libérer notre jeunesse captive.

J.C. BARIGEL